

Les Tunisiens sont favorables au protectionnisme mais soutiennent les investissements étrangers

Dépêche No. 508 d'Afrobarometer | Poko Atiyodi et Imen Mezlini

Résumé

La Tunisie s'est orientée vers l'ouverture économique depuis les années '80 avec l'adoption du premier code sur les investissements et une loi qui a adopté des mesures spéciales off-shore pour encourager l'export (Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs, n.d.). En plus de la libéralisation des échanges, la Tunisie affirme suivre une politique qui se repose sur la diversification de la base exportatrice, la diversification des partenaires commerciaux et la protection des producteurs tunisiens (Ministère du Commerce et du Développement des Exportations, n.d.)

Selon les données publiées à travers les notes sur le commerce extérieur de l'Institut National de la Statistique (INS) (2011, 2021a), le solde de la balance commerciale tunisienne était toujours déficitaire depuis les années '60. L'écart entre les exportations et les importations n'a cessé de se creuser notamment dans la dernière décennie, ayant presque doublé entre 2010 et 2021.

La Tunisie a toujours réalisé la majorité de ses échanges commerciaux avec l'Union Européenne (UE) et principalement avec la France. Dans une optique de diversification, la Tunisie a essayé depuis quelques années d'élargir son périmètre de commerce en augmentant ses échanges avec d'autres pays appartenant à l'Europe centrale et orientale, les zones de libre-échange des pays arabes et les pays africains. En analysant les chiffres sur le commerce extérieur de l'INS, il en ressort que les exportations vers les pays africains ont uniquement augmenté de 1.921 millions de dinars entre 2011 et 2021, une valeur modeste face à une volonté affichée d'établir plus de relations avec le continent africain.

Les chiffres montrent que la politique de diversification suivie nécessite une réflexion sur les bénéfices tirés du renforcement d'échanges commerciaux avec les nouveaux clients et fournisseurs de la Tunisie. En effet, le déséquilibre de la balance commerciale tunisienne est expliqué en grande partie par le solde déficitaire enregistré avec certains pays tels que la Chine, la Turquie et la Russie. La Chine, par exemple, est parmi les trois premiers fournisseurs de la Tunisie depuis 2012. Cependant, elle ne figure pas parmi la liste de ses 20 premiers clients. Le dernier solde déficitaire enregistré (2021) avec la Tunisie représente 40% du déficit de la balance commerciale tunisienne, tandis qu'avec la France la Tunisie a généralement enregistré un excédent dans sa balance commerciale.

Les indicateurs précédemment mentionnés sur le commerce extérieur montrent que la Tunisie est une économie qui importe plus qu'elle en exporte et que les importations augmentent plus rapidement que les exportations. Cette situation a certes des conséquences sur la protection du producteur tunisien et sur le maintien des emplois, dans un contexte économique difficile où le taux chômage a atteint 18,4%, soit le taux le plus élevé depuis 2012 (Institut National de la Statistique, 2021b).

Selon l'enquête d'Afrobarometer menée en 2020, les Tunisiens préfèrent le protectionnisme au libre-échange, question de protéger les producteurs tunisiens et entreprises tunisiennes à la concurrence étrangère. Cependant, les Tunisiens soutiennent en majorité les

investissements directs étrangers, peut-être explicable par l'effet attendu de ces investissements sur l'emploi.

L'enquête montre également que les Tunisiens rejettent en majorité les prêts conditionnés et préfèrent un financement par les ressources propres du pays, même si cela impliquera une augmentation des impôts. Ces résultats viennent dans un contexte où les besoins de financements par emprunt prévus par le budget de l'année 2022 sont évalués à 20 milliards de dinars (5.7 milliards d'euros) (TV5 Monde, 2022) et où la Tunisie cherche difficilement des solutions de soutenabilité en raison de l'absence de réformes structurelles réclamées par les bailleurs de fonds.

Selon l'enquête, les Tunisiens trouvent que le meilleur modèle de développement économique à suivre par leur pays est la France, suivie par la Chine et les USA.

Dans un contexte de crise économique que connaît la Tunisie et qui ne cesse de s'ancrer depuis 2011, ces résultats constituent un outil d'aide à la décision pour définir des politiques économiques proches des aspirations et préférences des tunisiens.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en février-mars 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Tunisie en 2013, 2015 et 2018.

Résultats clés

- Les Tunisiens se prononcent en majorité en faveur du protectionnisme (70%) plutôt qu'au libre-échange (25%).
- Cependant, plus de la moitié (55%) des citoyens soutiennent également les investissements directs étrangers, alors que 39% estiment que le gouvernement ne devrait autoriser que les Tunisiens et les entreprises tunisiennes à commercialiser sur le territoire national.
- Les avis sont partagés concernant la libre circulation transfrontalière des biens et des citoyens de la région nord-africaine : 49% des Tunisiens sont pour la limitation des mouvements transfrontaliers, contre 47% qui soutiennent sa libéralisation.
- Plus des trois quarts (78%) de la population tunisienne affirment que le pays devrait financer son développement par ses propres ressources plutôt que par les prêts étrangers, même si cela est synonyme d'augmentation d'impôts.
- En cas des prêts externes, la plupart des Tunisiens s'opposent à des exigences strictes sur comment dépenser les fonds (70%) ainsi qu'à des conditions pour assurer que le gouvernement promeut la démocratie et le respect des droits humains (67%).
- Pour ce qui est du meilleur modèle de développement futur à suivre, la France gagne la première place (25%), suivie par la Chine et les USA (19% chacun).

Libre-échange vs. protectionnisme

Selon les récentes données d'Afrobarometer, les Tunisiens se prononcent en large majorité (70%) en faveur du protectionnisme, en soutenant l'idée selon laquelle le pays devrait compter sur sa propre production et protéger les producteurs de la concurrence étrangère. Juste 25% préfèrent le libre-échange avec le reste du monde (Figure 1).

Le score favorable au libre-échange est plus remarquable chez les plus pauvres (30%) et chez les citoyens du Nord-Ouest (37%) et du Grand Tunis (35%) (Figure 2).

Figure 1 : Libre-échange ou protectionnisme ? | Tunisie | 2020

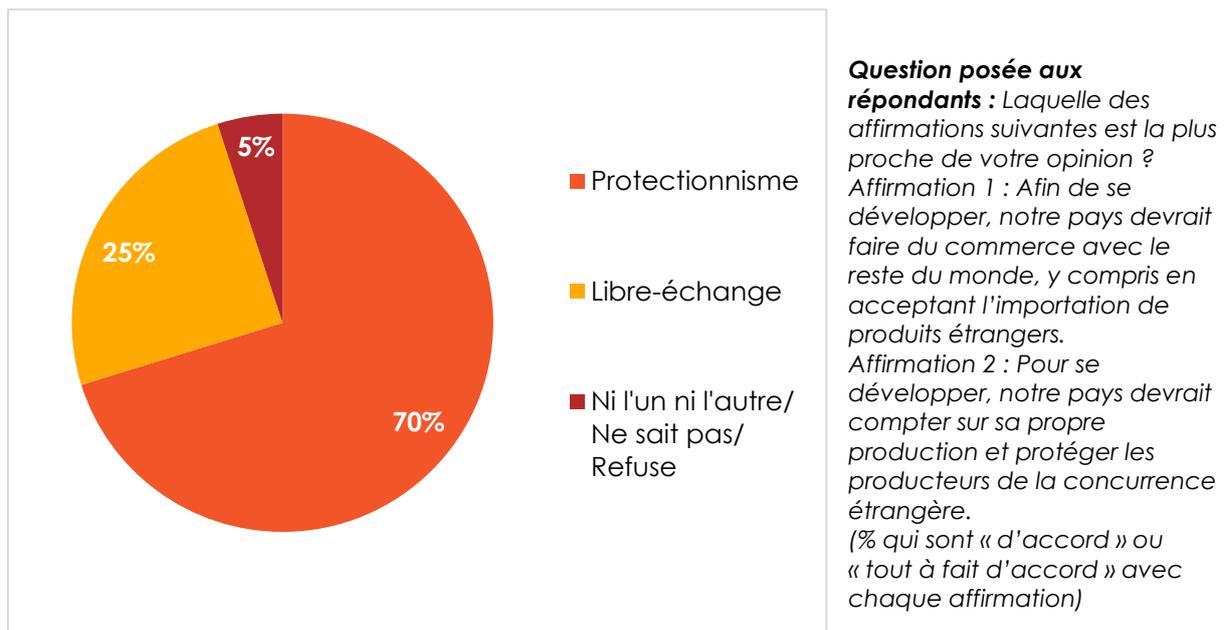
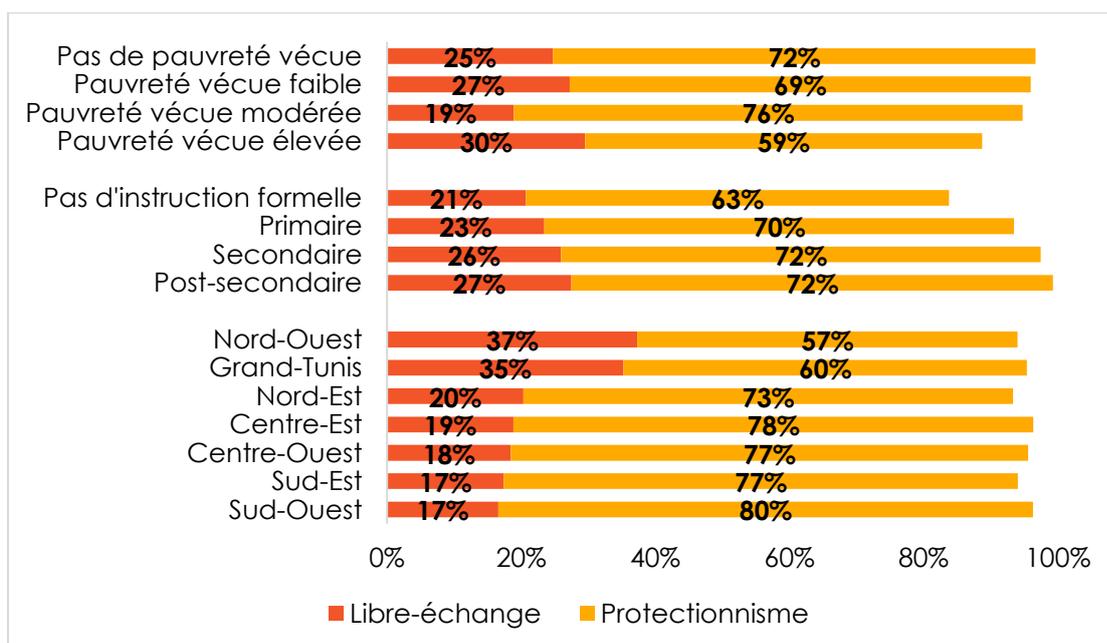


Figure 2 : Libre-échange ou protectionnisme ? | par groupe socio-démographique | Tunisie | 2020

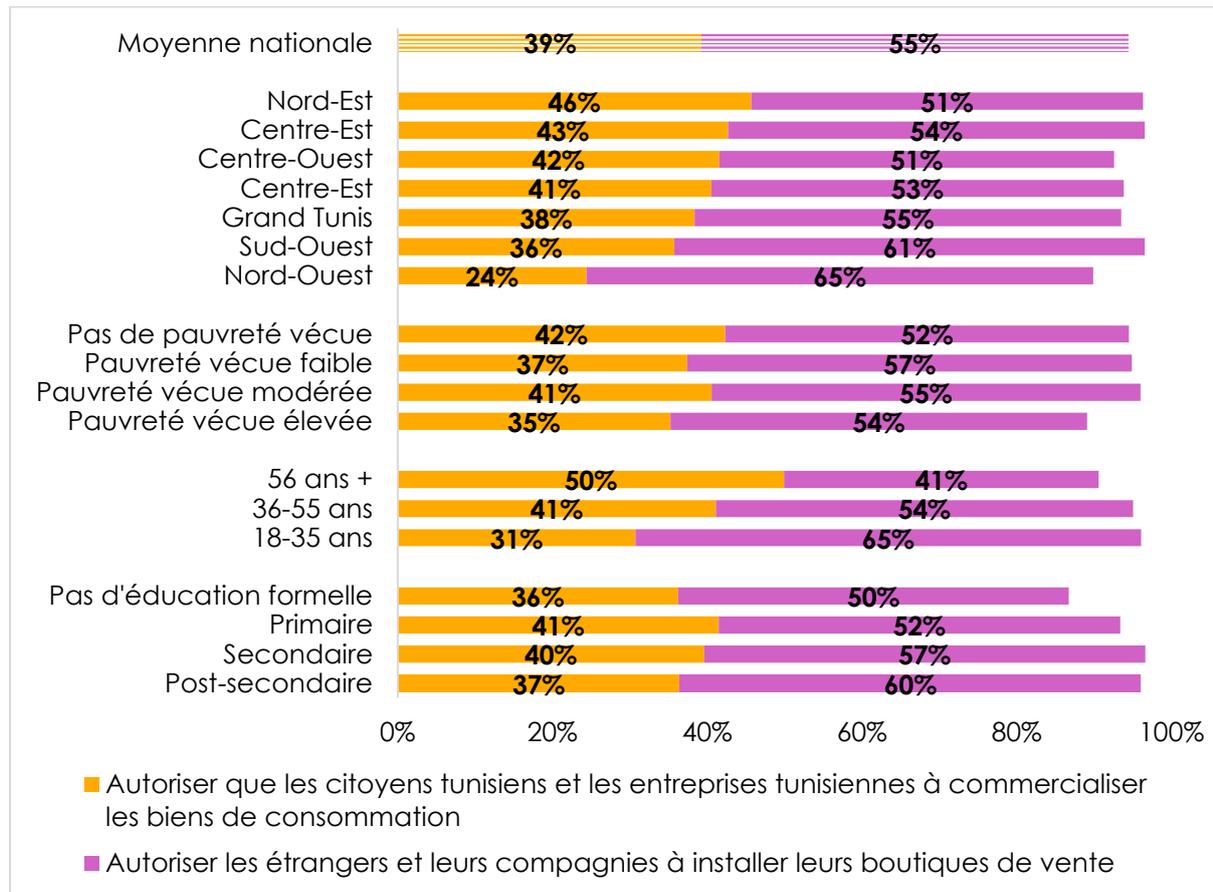


(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Paradoxalement, malgré leur soutien au protectionnisme, la majorité (55%) des Tunisiens soutiennent également les investissements directs étrangers. En revanche, quatre répondants sur 10 (39%) pensent que le gouvernement devrait autoriser que les citoyens et les entreprises tunisiennes à commercialiser sur le territoire tunisien, même si cela se traduit par moins de biens ou des prix plus élevés (Figure 3).

Le soutien aux investissements étrangers est plus important chez les jeunes de 18 à 35 ans (65%), chez les citoyens du niveau post-secondaire (60%) et chez les habitants du Nord-Ouest (65%) et du Sud-Ouest (61%). Ces résultats peuvent être expliqués par le taux de chômage élevé chez les diplômés et les jeunes Tunisiens ainsi que les indicateurs de développement faibles dans les zones intérieures.

Figure 3 : Investissements étrangers vs. protectionnisme | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Le gouvernement ne devrait autoriser que les citoyens et les compagnies de notre propre pays à commercialiser les biens de consommation, même si cela se traduit par moins de biens ou des prix plus élevés.

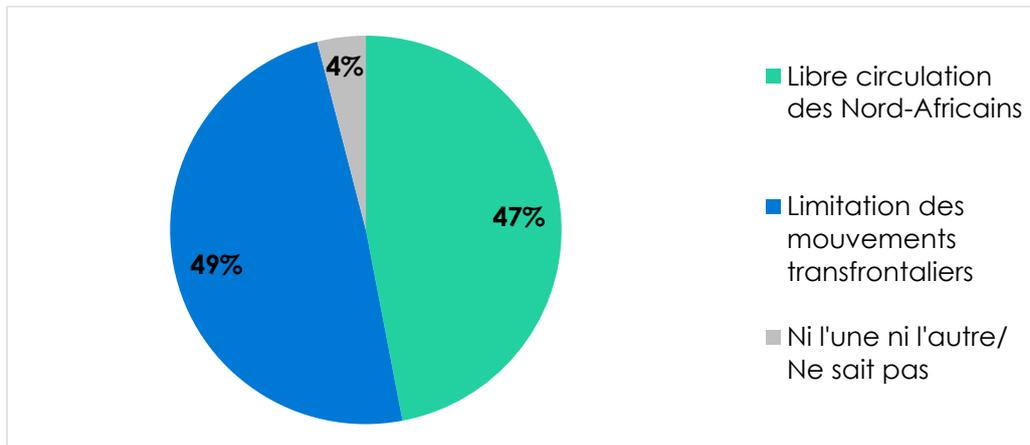
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait continuer à autoriser les étrangers et leurs compagnies à installer des commerces de détail dans le pays, pour garantir un large choix de biens de consommation bon marché.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Les résultats montrent que les Tunisiens sont pour le protectionnisme, mais au même temps ils révèlent qu'il y a un besoin d'échanger avec l'extérieur. Cela s'explique par le besoin en investissements étranger, mais aussi le besoin de libre circulation des personnes et des biens.

Les avis sont partagés entre la libre circulation des citoyens nord-africains (47%) et leur protection de la concurrence étrangère par la limitation de la circulation transfrontalières des personnes et des produits (49%) (Figure 4).

Figure 4 : Libre circulation des Nord-Africains vs. Limitation des mouvements transfrontaliers | Tunisie | 2020



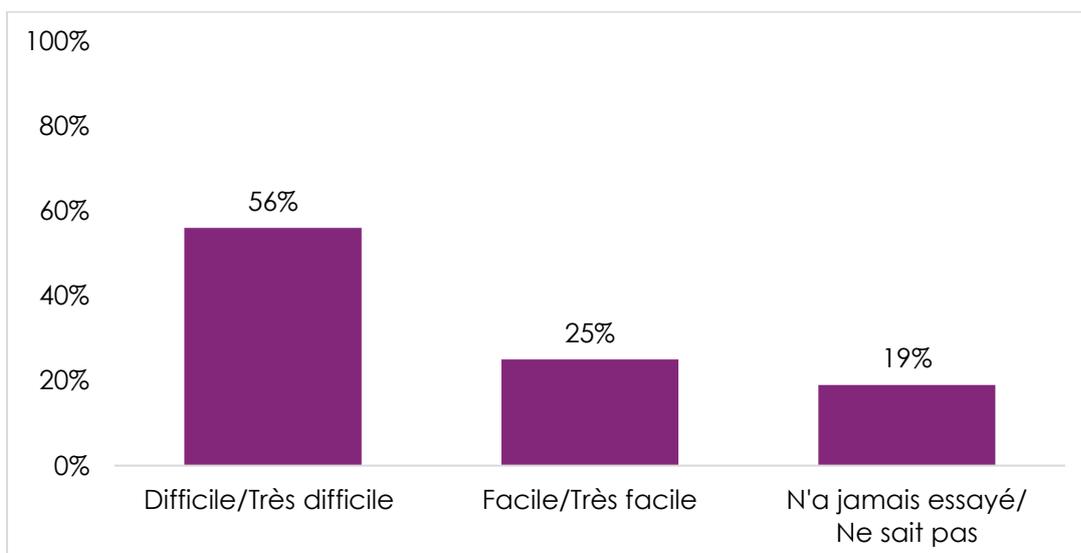
Question posée aux répondants : *Maintenant, parlons de la façon dont notre pays devrait interagir avec les autres pays de l'Afrique du Nord et du monde. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*

Affirmation 1 : Les personnes vivant en Afrique du Nord devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.

Affirmation 2 : Pour mieux protéger leurs citoyens, les gouvernements devraient limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens.

L'enquête s'est intéressée également à explorer la perception des Tunisiens de la facilité de circulation pour les populations de l'Afrique du Nord. Une majorité (56%) trouvent qu'il est « difficile » ou « très difficile » de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce (Figure 5).

Figure 5 : Degré de difficulté de traverser les frontières | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants : *Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de l'Afrique du Nord de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Perception du recours aux prêts étrangers

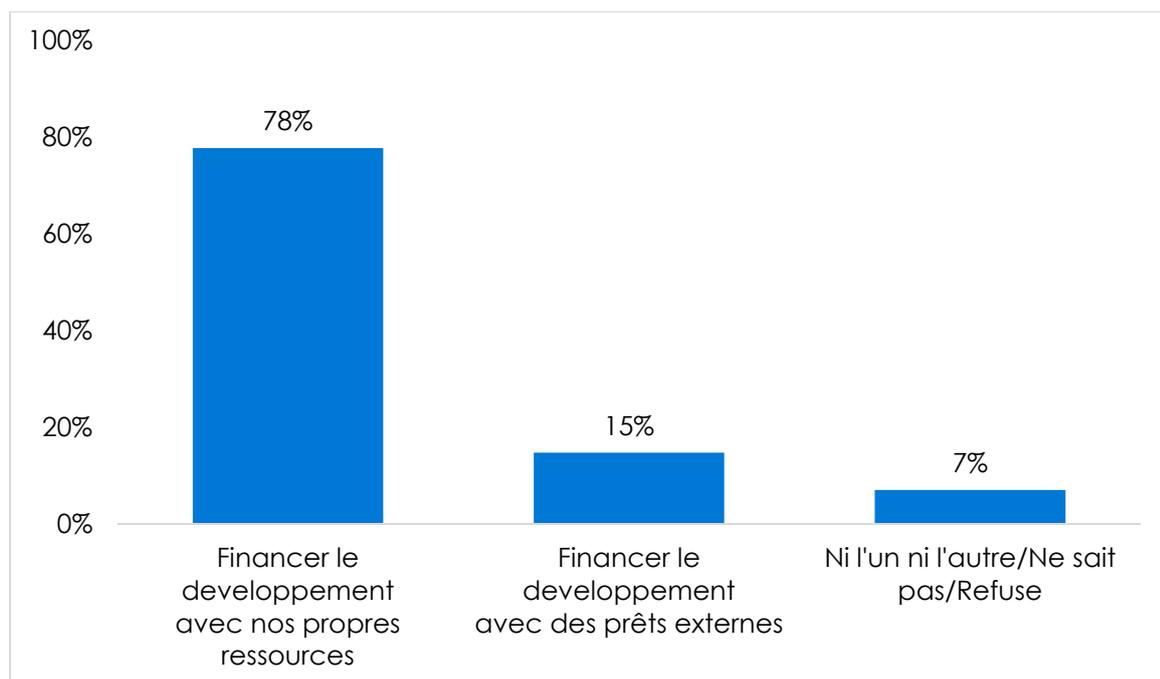
Presque huit Tunisiens sur 10 (78%) estiment que le financement du développement de leur pays devrait se faire avec les ressources propres du pays plutôt qu'avec des prêts étrangers (15%), même si cela implique de payer plus d'impôts ou taxes (Figure 6).

Cette opinion favorable aux financements du développement avec les ressources propres est moins prononcée chez les Tunisiens sans instruction formelle (70%), les plus pauvres (65%), les jeunes (75%) et les populations du Nord-Ouest (59%) (Figure 7).

Si le pays accepte des prêts externes, sept Tunisiens sur 10 (70%) sont contre les prêts conditionnés. Ils estiment que leur gouvernement devrait être libre de décider comment dépenser les prêts accordés par d'autres pays. Cet avis est plus prononcé chez les plus instruits (79% pour le post-secondaire et 75% pour le secondaire) (Figure 8).

Presque la même proportion de la population (67%) rejette l'idée selon laquelle c'est le devoir des pays donateurs d'assurer la promotion de la démocratie et des droits humains par le biais de leurs prêts ou aide au développement. Ils estiment que leur gouvernement devrait être libre de décider de ce qui est de la démocratie et des droits humains. Ainsi environ trois Tunisiens seulement sur 10 (27%) sont d'accord que les aides des autres pays soient liées à la promotion de la démocratie et droits humains (Figure 9).

Figure 6 : Financement du développement | Tunisie | 2020



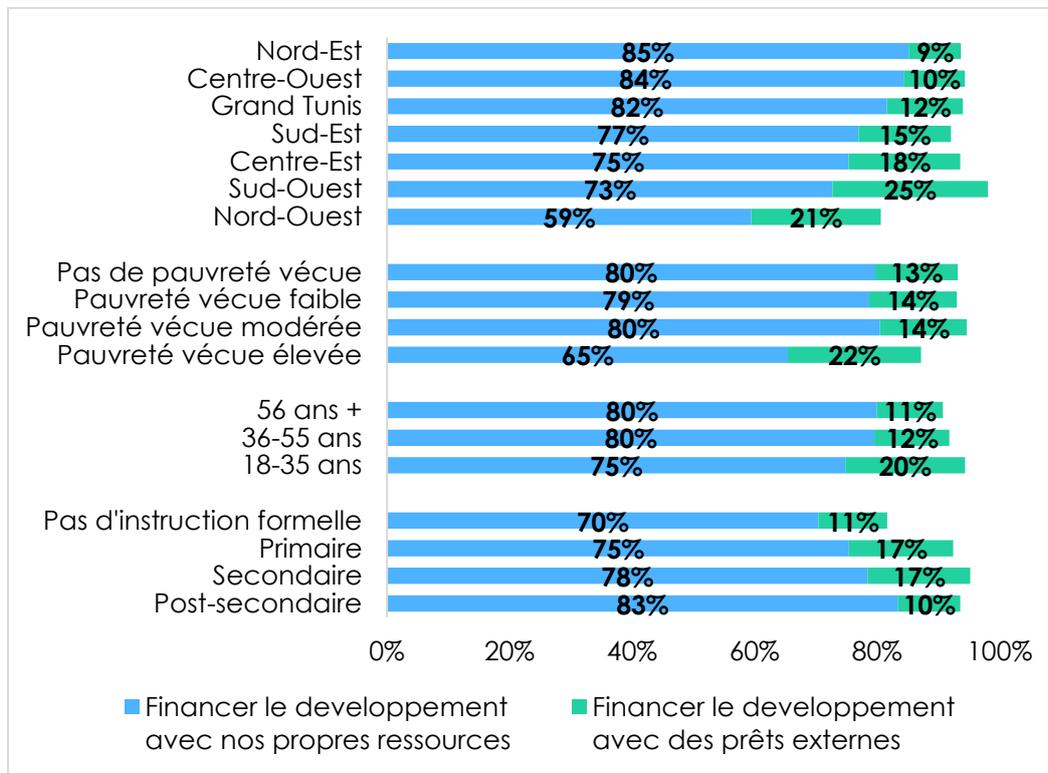
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : En tant que nation indépendante, il nous est important de financer notre développement avec nos propres ressources même si cela signifie davantage d'impôts et taxes.

Affirmation 2 : Nous devrions utiliser les prêts extérieurs pour le développement de notre pays, même si cela accroît notre endettement auprès des pays et institutions étrangers.

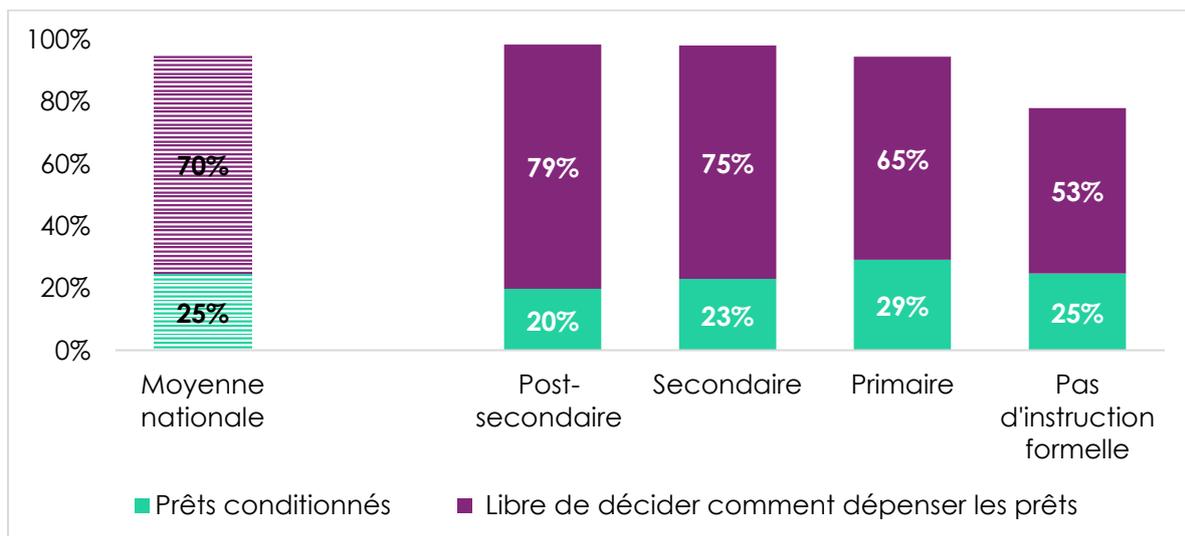
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 7 : Financement du développement | par groupe socio-démographique
 | Tunisie | 2020



(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 8 : Prêts conditionnés vs. liberté de dépense des prêts accordés | par niveau d'instruction | Tunisie | 2020



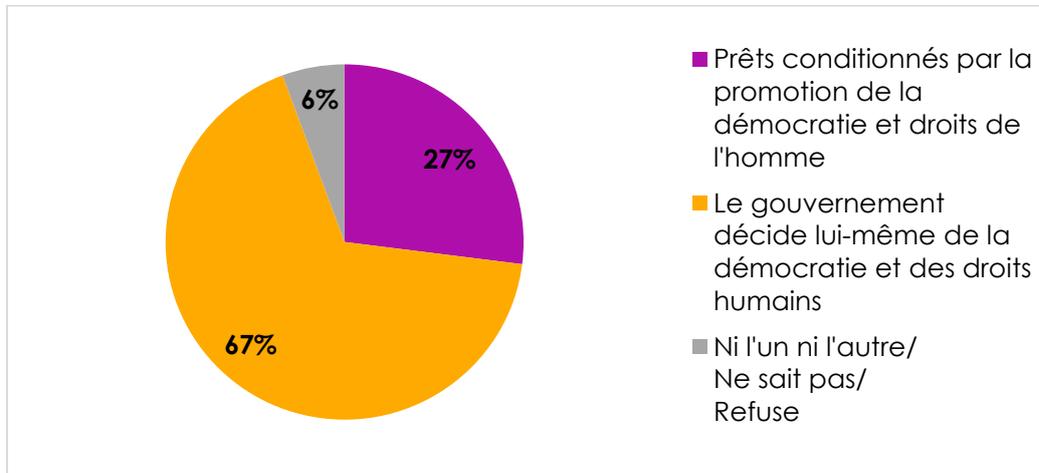
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à la Tunisie, ils devraient imposer des exigences strictes sur comment dépenser ces fonds.

Affirmation 2 : Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à la Tunisie, ils devraient permettre à notre gouvernement de décider lui-même de comment utiliser ces ressources.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 9 : Les prêts conditionnés ou non par la promotion de la démocratie et droits humains ? | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

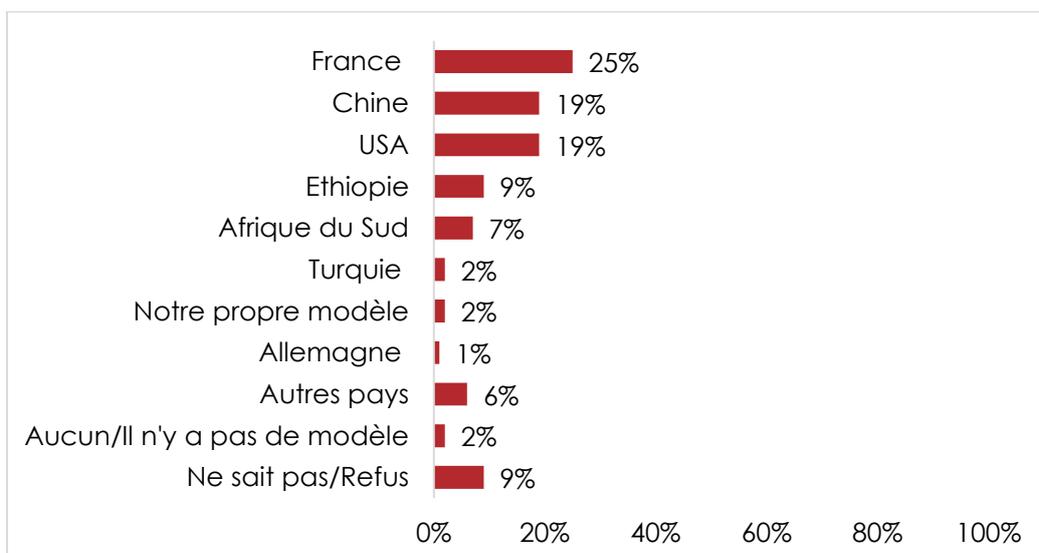
Affirmation 1 : Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à la Tunisie, ils devraient imposer des exigences strictes pour s'assurer que notre gouvernement promeut la démocratie et le respect des droits humains.

Affirmation 2 : Même si d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à la Tunisie, notre gouvernement devrait décider lui-même à propos de la démocratie et des droits humains. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Modèle de développement futur de la Tunisie

A la question « quel pays serait le meilleur modèle de développement futur de la Tunisie ? », la France gagne la première place (cite par 25% des répondants), suivi de la Chine (19%) et des USA (19%). L'Ethiopie, vient en quatrième position, apparaissant pour la première fois parmi le top cinq des modèles de développement (Figure 10).

Figure 10 : Meilleur modèle de développement futur | Tunisie | 2020



Questions posées aux répondants : A votre avis, lequel des pays suivants, le cas échéant, serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays, ou y a-t-il un autre pays en Afrique ou ailleurs qui devrait être notre modèle ?

Conclusion

L'enquête menée par l'Afrobarometer fait ressortir des avis des Tunisiens contrariés sur la question de la politique commerciale de leur pays. En effet, ils se montrent favorables au protectionnisme alors qu'ils soutiennent majoritairement les investissements directs étrangers, ce qui est synonyme d'ouverture des frontières aux échanges internationaux. Semble-t-il que les Tunisiens cherchent à protéger leurs producteurs nationaux et en même temps à bénéficier des opportunités d'emploi et du large choix de biens de consommation bon marché rendu possible par le libre-échange – un équilibre difficile à trouver.

Quant au développement de la Tunisie, les citoyens préfèrent compter sur les ressources de leur pays, même si cela implique un paiement supplémentaire de taxes, que d'emprunter à l'étranger. Dans leur majorité, ils rejettent les prêts conditionnés, même pour promouvoir la démocratie et les droits humains, et réclament que l'argent octroyé soit dépensé librement par le gouvernement.

La France est considérée par les Tunisiens comme le meilleur modèle de développement futur. La Chine vient en seconde position à égalité avec les Etats-Unis, tandis que l'Ethiopie, grande surprise, dépasse l'Afrique du Sud, l'Allemagne et la Turquie.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs. (non daté). Les politiques et les pratiques de la libéralisation des échanges et des investissements en Tunisie.
- Institut National de la Statistique. (2011). Commerce extérieur de la Tunisie 2011.
- Institut National de la Statistique. (2021a). Commerce extérieur aux prix courants.
- Institut National de la Statistique. (2021b). Indicateurs de l'emploi et du chômage, troisième trimestre 2021.
- Ministère du Commerce et du Développement des Exportations. (non daté). Politique du commerce extérieur.
- TV5 Monde. (2022). Tunisie : Fortement endetté, le pays espère obtenir une aide du FMI. 16 janvier.

Poko Atiyodi est étudiant à l'Ecole Supérieure de la Statistique et de l'Analyse de l'Information de Tunis (ESSAIT) et stagiaire à One to One for Research and Polling. Email : pokoatiyodi@gmail.com.

Imen Mezlini est la coordinatrice d'études chez One to One for Research and Polling. Email : imen.mezlini@121polling.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No 508 d'Afrobarometer | 10 février 2022